

## REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

---

### PROCES-VERBAL DU CONSEIL REGIONAL

#### Première réunion de plein droit du Conseil Régional suivant le renouvellement de l'Assemblée

Réunion du vendredi 2 avril 2004

Le Conseil Régional s'est réuni, sous la présidence de M. Alain JAMET, doyen d'âge, M. Robert MORIO, plus jeune membre de l'Assemblée faisant fonction de secrétaire, le vendredi 2 avril 2004, à 9 heures, dans la grande salle des Assemblées de l'Hôtel de Région, 201, Avenue de la Pompignane, à Montpellier.

**M. JAMET, doyen d'âge.**- Mes chers collègues, nous allons procéder à l'appel pour ouvrir la séance. Monsieur MORIO, vous avez la parole.

**M. MORIO.**- Je procède à l'appel.

Présents en début de séance :

ALARY Damien  
ANDRIEU Eric  
ARDITI Maryse  
BASTAROLI Laurette  
BAUDUIN Eliane  
BECQUE Pierre  
BERTRAND Alain  
BESSET Jacqueline  
BLANC Jacques  
BONNIEUX François  
BORE Jean-Paul  
BOURQUIN Christian  
BOUSQUET Marie-Christine  
BOUSQUET Jean-Louis  
BRUGUIERE Marie-Thérèse  
CABANNE Francis  
CANET-JANIN Marie  
CELLIER Mireille  
CHARLES Paulette  
CHESA Isabelle  
CODORNIOU Didier  
COLLERAIS Josianne  
COMPS Michèle  
COUDERC Raymond  
CRAUSTE Robert  
CRESTA Jacques

DOMERGUE Jacques  
FASSIO Françoise  
FLANDIN Richard  
FOULQUIER Annick  
FRÊCHE Georges  
GALANO Philippe  
GARINO Henry  
GAUDY Michel  
GAYSSOT Jean-Claude  
GIACOMETTI Corinne  
GIORDANO Jean-Baptiste  
JAMET France  
JAMET Alain  
LE DAIN Anne-Yvonne  
LENTHERIC Michel  
LEVITA Max  
LOPEZ Frédéric  
MALAVIEILLE Patrick  
MEUNIER-POLGE Marie  
MORIO Robert  
MOYNIER Michel  
NAVARRO Robert  
NEGRIER Béatrice  
PAGES Danièle  
PASTOR Silvain  
PEZET-ROMIEUX Jocelyne  
PIETRASANTA Yves  
PRATS-VIDAL Jany  
RIVEL Tamara  
ROSSIGNOL Stéphan  
RUTY Evelyne  
SABIOLS Nicole  
SAINT-LEGER Francis  
TIGNERES Colette  
TORREILLES Roger  
VALAIZE Monique  
VERDIER Fabrice  
VINOT Chantal  
WEIL Michèle  
ZOUROUDIS Hélène

Représenté en début de séance et arrivé en cours de séance

M. Jean-Claude MARTINEZ                      arrivé à 9h 45

66 élus sont présents.  
1 élu est représenté.

**M. JAMET.**- Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

Mesdames, Messieurs, mes chers collègues,

Nos grands ancêtres ont aboli les privilèges de l'Ancien Régime. Nous l'avons tous appris dans nos livres d'histoire dès l'école. Il en est un cependant qu'ils ont oublié ; ce qui me permet de m'adresser à vous ce matin du haut de ce perchoir : je veux parler du privilège de l'âge, qui s'exerce cependant curieusement dans les deux sens. J'eusse préféré – c'est évident – être le benjamin de cette assemblée. Ce rôle reviendra à mon jeune ami, Robert MORIO. Je me contenterai pour ma part d'assumer le rôle plus ingrat de doyen d'âge et – ce qui est son corollaire – de président de séance. Mais, comme disait fort justement le Général MacARTHUR, « on ne devient pas vieux pour avoir vécu un certain nombre d'années ; on devient vieux parce qu'on a déserté son idéal », et comme tel n'est pas mon cas, je devrais, à l'en croire, bénéficier ainsi d'une éternelle jeunesse.

Je vois dans cet hémicycle beaucoup de visages nouveaux puisque, parité oblige, cette assemblée s'est renouvelée aux trois-quarts, mais aussi quelques anciens collègues qui ont su décrocher leur deuxième ou troisième mandat. Qu'il me soit permis de les en féliciter. Nous ne sommes que deux aujourd'hui à entamer le quatrième : le président sortant et moi-même. Jacques BLANC a occupé pendant 18 ans, et sans interruption, le siège que j'occupe en cet instant et qui ne me sera prêté que pour quelques dizaines de minutes. J'avoue que j'ai envisagé, ces dernières semaines, d'y demeurer beaucoup plus longtemps. Quelles qu'aient été cependant nos relations pendant cette longue période, nos divergences politiques et nos différends personnels, je ne saurai oublier le travail que Jacques BLANC a effectué, les journées et les nuits qu'il a consacrées à cette région, qu'il aimait du plus profond de son cœur, qu'il abandonne aujourd'hui, et qu'il aime malgré tout, toujours plus profondément. Au-delà de ce qui a pu nous diviser et qui nous divise encore, je pense que vous vous joindrez tous à cet ultime hommage à un homme qui a marqué de son empreinte, pendant 18 ans, le Languedoc-Roussillon.

Je vais maintenant évoquer en quelques mots, l'occasion m'étant exceptionnellement offerte de m'exprimer librement sans crainte d'être interrompu, la loi scélérate qui avait été concoctée par le pouvoir en place et qui avait pour objectif avoué d'éliminer le Front National de la scène politique, comme il l'était déjà, en dépit des millions de suffrages qu'il recueillait, de l'Assemblée Nationale, des Conseils Généraux et du Sénat. Notre présence ici, plus nombreux que dans la précédente assemblée, prouve que le but recherché n'a pas été atteint et que, comme il arrive bien souvent, les lois de circonstance se retournent contre ceux qui les ont faites. Que cette expérience leur serve de leçon. Et puisque nous abordons le domaine politique, parlons-en sans ambages. J'ai entendu, pendant la campagne électorale, des promesses qui ont été faites, des engagements qui ont été pris. Il s'agissait alors de garantir à l'opposition le respect des droits que, dans un débat démocratique, la majorité doit à la minorité ; celle-ci s'engageant de son côté, puisqu'aucun droit ne peut se concevoir sans devoirs et obligations en retour, à ne pas se livrer à des querelles stériles, à des attaques personnelles, à une obstruction systématique. Il n'est pas dit que nous approuvions tous les rapports qui nous seront soumis. Il arrivera même, sans doute assez souvent, que nous soyons en désaccord avec les mesures proposées. J'ose espérer que, dans ce cas, le micro nous sera ouvert et le temps nécessaire accordé

pour présenter nos arguments. Si je dis cela, c'est qu'en d'autres temps, dans d'autres lieux, le micro et la parole nous furent interdits, la participation aux commissions refusée, la représentation dans les organismes dépendant de la collectivité locale contestée.

On sait, depuis Montesquieu, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser, et que le pouvoir absolu rend absolument fou. Mais la sagesse peut venir avec le nombre des années et les errements passés ne pas se renouveler. Mon naturel optimisme m'incline sinon à le croire, du moins à l'espérer.

Tout à l'heure, nous allons élire un nouveau président. Contrairement à ce que nous avons connu dans d'autres circonstances, il ne règne pas beaucoup de suspense sur le choix qui sera fait par notre assemblée. J'attends de lui la confirmation publique des engagements qu'il a pris pendant la campagne, le respect des promesses faites qui, comme chacun le sait, rendent les électeurs joyeux mais laissent les élus sur leur garde. Et puisque nous abordons le problème des promesses faites, parfois imprudemment, je crains fort que si elles étaient tenues, celles-ci n'aboutissent à un doublement, voire à un triplement du budget de la Région, et à une augmentation exponentielle des impôts et des emprunts. A trop embrasser on risque de mal êtreindre. Nous sommes, pour notre part, opposés à toute extension qui ne serait pas obligatoire des compétences de la Région, partisans d'une extrême rigueur budgétaire, du non éparpillement des faibles ressources dont dispose notre collectivité dans des opérations clientélistes ou électoralistes. Autant dire que nous aurons de sérieuses et excellentes occasions de nous opposer à la politique mégalomane que qu'entend mener le nouveau président...

Nous aurons l'occasion, dans un proche avenir, de revenir là-dessus.

**M. BERTRAND.**- Ce n'est pas un discours d'ouverture, cela.

**M. JAMET.**- Si, tout à fait, c'est cela.

Mes chers collègues, nous allons maintenant procéder aux opérations de vote et à l'élection de celui qui, pour les six prochaines années, aura la lourde charge de diriger les affaires de notre belle région, afin que vive le Languedoc-Roussillon. Si nous nourrissons tous, en effet, un amour égal pour ces deux provinces qui n'en font plus qu'une désormais, nous nous séparons sans doute sur l'ordre de préférence qui fait que certains parmi nous privilégieront toujours la région dont ils sont les élus ou le pays dont ils sont originaires, voire l'Europe, espoir suprême et suprême pensée.

Pour ma part, et sans l'ombre d'une hésitation, je reprendrai à mon compte cette phrase admirable de notre grand poète Frédéric Mistral : « J'aime mon village plus que ton village, ma province plus que ta province, mais j'aime la France pardessus tout ».

## **ELECTION DU PRESIDENT DE LA REGION**

Nous allons procéder aux opérations de vote. Je vous rappelle – mais vous l'avez sur

votre bureau – la procédure :

- 1) Cette élection ne donne lieu à aucun débat.
- 2) Il est absolument nécessaire de garder le secret du scrutin, et donc un isolement est mis à votre disposition.
- 3) La majorité absolue est requise pour les deux premiers tours. S'il y en avait un troisième, nous nous contenterions d'une majorité relative.

Je voudrais savoir quels sont les candidats et qu'ils remettent sur ce bureau leur déclaration de candidature afin qu'elle soit distribuée dans l'assemblée.

**M. NAVARRO.**- Monsieur le Président, au nom du groupe socialiste et de la liste Union Toute, je vous propose la candidature de Georges FRÊCHE au poste de Président.

**M. BLANC.**- Monsieur le Président, nous n'ouvrons pas le débat puisque ce n'est pas prévu. Mais je me dois, au nom des élus de l'Union pour le Languedoc-Roussillon, d'indiquer que, dans le respect des modalités du scrutin régional qui prévoit que la liste arrivée en tête a la majorité, nous ne présenterons pas de candidat, souhaitant montrer par là aussi notre détermination et notre volonté de ne pas nous enfermer dans une position systématique, mais de nous mobiliser au service de la région Languedoc-Roussillon dans une perspective de respect mutuel.

**M. JAMET.**- Merci, Monsieur le Président. Nous en avons pris acte.

**M. CABANNE.**- Au nom des élus du Front National, je présente la candidature d'Alain JAMET.

**M. JAMET.**- Dont acte.

Que l'on distribue les documents à l'assemblée avant de procéder aux opérations de vote.

Je pense que tout le monde a en main les deux déclarations de candidature, et que nous allons pouvoir procéder au vote par l'appel par ordre alphabétique. Monsieur MORIO, vous avez la parole.

\*\*\*\*\*

(Il est procédé aux opérations de vote à bulletins secrets. M. MORIO, Secrétaire de séance, procède à l'appel nominal des votants. A l'énoncé de son nom, chaque

Conseiller Régional se déplace pour voter.

(Il est procédé au dépouillement des bulletins en présence de MM. VERDIER et FLANDIN, scrutateurs)

\*\*\*\*\*

**M. JAMET.**- Nous avons bien 67 votants.

Résultats du vote pour l'élection du Président de la Région :

Nombres d'élus : 67.

Votants : 67.

Exprimés : 51.

Nuls : 16.

Abstentions : 0.

Ont obtenu :

Georges FRÊCHE : 43 voix.

Alain JAMET: 8 voix.

M. FRÊCHE ayant obtenu 43 voix, soit la majorité absolue au premier tour de scrutin, est proclamé Président du Conseil Régional.

(M. FRÊCHE s'installe à la tribune de la présidence)

**M. FRÊCHE, Président du Conseil Régional.**- Mesdames et Messieurs les Conseillers régionaux du Languedoc-Roussillon, je voulais vous dire tout d'abord que c'est avec une légitime fierté que j'enregistre votre vote et le vote des 43 conseillers qui m'ont exprimé leur confiance, et je vous en remercie.

A l'heure où je prends cette présidence – je sais que c'est la formule consacrée mais elle est sincère – ma première pensée sera pour ma femme Claudine et mes cinq filles : Nathalie, Agnès, Catherine, Julie et Marion. Ma pensée sera aussi pour mes parents, le Capitaine Joseph FRÊCHE, fils de paysans de l'Ariège, officier, prisonnier, évadé, résistant, socialiste, et ma mère, Marie-Jeanne COMMENGES, fille d'un militaire mort pour la France, lors de la première guerre mondiale et d'une couturière de Puylaurens, dans le Tarn, institutrice laïque, directrice d'école et socialiste.

Je voudrais aussi exprimer tous mes remerciements à toutes les femmes et tous les hommes du Languedoc-Roussillon qui ont apporté leur voix à la liste Union Toute, les 21 et 28 mars derniers, dans un double élan : de sanction de la politique du gouvernement depuis deux ans, mais aussi je crois, vu l'écart qui est le plus important dans les régions de France, un vote d'adhésion à notre programme, et cela nous sera utile.

Je voudrais remercier les militants, les sympathisants de tous les partis, socialiste, communiste, verts, radicaux de gauche, M.R.C., qui, pendant cette campagne, ont apporté leur soutien enthousiaste, bénévole et passionné. Qu'ils soient remerciés.

Je voudrais avoir une pensée pour ceux qui ont mené, parfois dans des conditions difficiles, de 1998 à 2004, l'opposition dans cet hémicycle, et j'aurai une pensée particulière pour mon ami Max LEVITA.

Je voudrais remercier tous les colistiers et toutes les colistières de la liste Union Toute, qui ont porté le message de notre programme dans les villes, dans les cantons et sur les marchés, dans les usines, dans les entreprises, dans les lycées, dans les écoles, sur les places publiques, dans les zones rurales, dans les fermes. J'exprime mes remerciements à tous mes proches, à tous les amis, les collaborateurs, qui se sont dépensés sans compter leur énergie.

Je voudrais également remercier la presse, la presse écrite, la presse radiodiffusée et la presse télévisée, nationale, régionale et locale, pour leur couverture objective de la campagne et pour le fait qu'elles ont su mettre en lumière les problématiques régionales.

\*\*\*\*\*

Je voudrais ensuite vous dire brièvement le sens de l'action que nous allons mener avec la majorité Union Toute et tous ceux qui nous soutiennent, de 2004 à 2010. Lorsque j'étais Maire de Montpellier – je ne le suis plus ; Hélène MANDROUX me succèdera à la Ville, et je lui souhaite un grand succès, compte tenu de l'estime et de l'amitié que j'ai pour elle –, le plus beau slogan que nous avons trouvé pour la ville, ce n'était pas « Montpellier, la surdouée » que l'on a souvent retenu, mais c'était « 240 000 ambassadeurs de Montpellier ». Cela voulait dire que nous pensions que chaque femme, chaque homme devait être fier de sa ville. L'ambition que j'ai pour cette région, c'est que l'on dise « 2 400 000 ambassadrices et ambassadeurs du Languedoc-Roussillon », et qu'à terme chacun soit fier de cette région, des efforts qu'elle fait. Nous ne changerons pas la région seuls, ni à 43, ni à 67, ni à quelques milliers. Nous la changerons s'il y a un souffle nouveau, une passion, si cette région comprend enfin qu'il ne faut pas toujours dire : c'est la faute aux autres, c'est la faute à Montpellier, c'est la faute à Paris, c'est la faute à Bruxelles. Il faut d'abord, selon le vieil adage paysan, compter sur ses propres forces, que chaque femme, chaque homme, ce qu'on appelle les forces vives mais de façon générale tous ceux qui ont un idéal, et il y en a des centaines de milliers, comprennent que ce sont d'abord eux qui devront prendre avec nous leur destin en main, et qu'ensuite les aides, les collaborations à Toulouse, à Clermont-Ferrand, à Lyon, à Marseille, à Barcelone, à Saragosse, à Paris et à Bruxelles, nous irons les chercher, mais si nous en sommes dignes, si nous nous battons d'abord, et qu'au lieu de quémander nous demandions simplement notre dû.

Je voudrais dire ma passion pour le Languedoc et pour le Roussillon, pour l'Euro-région et l'intercommunalité, mais dire clairement que pour ce qui me concerne ma patrie c'est la France ; mon drapeau est tricolore, mon hymne c'est *la Marseillaise* et ma capitale c'est Paris.

Nous aiderons à construire l'Europe comme les gens le veulent, mais pas n'importe quelle Europe. Il faut construire une Europe sociale, au service des travailleurs, au service de ceux qui souffrent. C'est le grand manque. Beaucoup de choses magnifiques ont été faites depuis 1956, mais il en reste beaucoup d'autres à réaliser. Cela sera fait au niveau national des 25 pays dans les années qui viennent, nous y apporterons simplement et modestement notre contribution, car si les peuples n'adhèrent pas à l'Europe elle n'existera jamais, et les peuples n'adhéreront à l'Europe que si elle est juste, si elle est sociale, et pour moi, socialiste, c'est très important.

Je voudrais vous dire ensuite qu'« Union Toute », c'est une méthode. Entre discuter à l'infini et trancher sans écouter, il y a une voie médiane, qui est la démocratie de proximité plus la décision responsable. On ne décide jamais avec 100 % des gens avec soi. Si on en a 50 pour 1, c'est bien ; si on en a 70 à 75 %, c'est beaucoup mieux. Mais on n'en a jamais 100 %. Nous essaierons donc de consulter en permanence la population ; chaque vice-président, chaque président de commission, chaque conseiller délégué le fera à son poste : écouter les gens. Et puis, après l'écoute qui sera l'objet peut-être de quelques jours, de quelques semaines, de quelques mois, il y aura la décision. Quand la décision est prise, il faut l'appliquer. Je voudrais dire à tous ceux qui sont là que la politique ce n'est pas coller au dernier sondage. C'est, comme dit le poète, voir plus loin que l'horizon. Si le Général de GAULLE, le 18 juin 1940, avait fait un référendum et un sondage pour savoir ceux qui étaient décidés à résister aux nazis, cela m'étonnerait que, face à PETAIN, il ait eu la majorité des suffrages et des sondages. Il n'en a pas moins eu raison, et l'histoire lui a donné raison.

Gouverner, c'est choisir. C'est parfois prendre des décisions ; si elles peuvent être populaires d'emblée, quelle chance ! Mais elles peuvent parfois froisser. L'important, c'est qu'elles soient prises, parce que les gens sont intelligents. Le Général de GAULLE, celui du 18 juin 1940, pour qui j'ai une immense admiration, a dit un jour : « Les Français sont des veaux ». Comme tous les grands hommes, on dit des bêtises, et il a dit des bêtises. Les Français ne sont pas des veaux. C'est un des peuples les plus politisés de la planète, du fait de son histoire, de sa grandeur. C'est dans cette région, avec la Corse, que les Français ont le plus voté. Pour la première fois, l'abstention a reculé massivement en Languedoc-Roussillon. Les jeunes en particulier, dont on croyait qu'ils avaient définitivement déserté la politique, parce qu'ils étaient écoeurés, nous ont fait confiance. C'est une lourde et terrible responsabilité que de ne pas décevoir. Mais en tout cas il vaut mieux être élu avec 70 % de votants qu'avec 52 %, même si c'est suffisant démocratiquement. Nous avons donc une lourde charge ; nous essaierons de la mener.

Nous appliquerons cette méthode de la démocratie de proximité. Lors de la prochaine réunion, nous prendrons quelques décisions symboliques et importantes, au nombre de trois :

- dès la rentrée de septembre 2004, la gratuité dans l'ensemble des fournitures dans les lycées et établissements d'enseignement,

- dans le courant de l'automne, une première subvention de 4 M\_ qui n'est bien sûr qu'une avance pour faire des travaux de confortement sur les digues du Rhône pour protéger le Gard rhodanien et la Petite Camargue, avant les débordements possibles du début de l'année 2005.

- Enfin, symboliquement, nous proclamerons la Région Languedoc-Roussillon hors A.G.C.S.

Ensuite, nous nous arrêterons pour réfléchir.

Croire que ce qui a été fait avant nous est foncièrement mauvais et que, nous, nous apportons la lumière serait une erreur manifeste. Il n'y a pas dans la vie le blanc et le noir. Il y a des couleurs différentes : plus blanc, plus noir, grisé. Et il y a dans toute succession une partie du bilan, après examen, qui est bon. Nos prédécesseurs ont gardé une grande partie de ce qu'ils avaient trouvé, qu'avaient créé des Présidents socialistes, Francis VALS, Edgar TAILHADES, Robert CAPDEVILLE, à qui je dédie aussi cette victoire. Je voudrais, sur le plan du militant, dédier cette victoire en mon nom personnel à trois de mes frères : Michel BELORGEOT, André LEVY et Ernest GRANIER. Quand, en 1986, le Président CAPDEVILLE a quitté cette institution, je lui avais fait la promesse que nous la ramènerions. Certains trouveront que 18 ans c'est long. Mais la démocratie, c'est la démocratie. D'autres ont été élus, probablement qu'ils le méritaient, et c'est bien ainsi. Aujourd'hui nous sommes revenus. Tout compte fait, mes amis, ne soyez pas tristes ; 18 ans, c'est court. Je pense, en étant à ce perchoir, à mon ami Pasqual MARAGUALL, élu Président de la Generalitat de Catalogne, il y a deux mois, qui, en parlant de la place où se trouve d'un côté la mairie, de l'autre la Generalitat, la région, à Barcelone, disait au Président sortant, Jordi PUJOL, avec un sourire : « nous, les socialistes, nous avons de la patience ; nous avons mis 102 ans pour traverser la place ». En effet, il a fallu 102 ans aux socialistes pour passer de la Mairie de Barcelone à la Généralitat. Ils n'ont pas renoncé pour autant. Nous n'avons pas renoncé et c'est bien ainsi. J'espère que dans six ans nous serons dignes de ce mandat et nous pourrons le renouveler.

Après que nous ayons voté ces mesures symboliques dont je parlais tout à l'heure, il faudra commencer à réfléchir pendant les trois mois qui viennent. Entre le 20 avril et la mi-juillet, nous entamerons – on peut l'appeler comme l'on veut : des états généraux mais c'est un peu pompeux, une concertation régionale, une discussion ou une mise à plat, peu importe – une discussion dans deux secteurs où, déjà, des organismes existent :

- le monde de la mer, de la pêche, du cabotage, des étangs, des ports, à travers le CEPRALMAR, mais de façon plus large aussi.

- le monde de l'agriculture, où existe déjà la Conférence viticole, élargi bien sûr à l'élevage, à la montagne, à l'apiculture, à l'oléiculture, à la trufficulture, et de façon générale, à tous les éléments d'appoint du revenu agricole, y compris les gîtes ruraux, le tourisme vert, le V.T.T., etc.

Et puis nous créerons deux autres espaces de discussion :

- un que je situerai en gros autour de la matière grise, des universités, de la recherche, mais surtout de la formation professionnelle, des lycées techniques, des lycées d'enseignement général, de la formation des jeunes de 16 à 25 ans, mais aussi de la formation des adultes qui, dans le cadre de la décentralisation, nous échoira le 1er janvier 2005. Nous discuterons avec les parents d'élèves, avec les syndicats d'enseignants, avec les collectivités locales. Il faudra discuter des priorités pour les lycées, les constructions, les gros travaux à faire : quelle formation professionnelle ? Quelle école de la deuxième chance pour les enfants sortant du collège à 16 ans sans le moindre diplôme et dont il faut vraiment s'occuper en priorité ?

- enfin, la dernière plage de débat sera le monde de l'artisanat, de la formation professionnelle, des apprentis. Il ne faut pas oublier que, quel que soit l'intérêt du tourisme, de l'accompagnement des personnes âgées, du secteur des nouvelles technologies à travers les pépinières d'entreprises, les ateliers relais, les usines clés en main, les artisans créent la moitié des emplois en Languedoc-Roussillon. Les artisans sont les principaux donneurs d'ordres économiques dans les zones rurales. Or, pour nous, la ruralité est un des points importants ; je tiens à le dire et j'y veillerai.

Lors de la campagne de 1998, j'avais tenté vainement, en expliquant que mon grand-père élevait des moutons en Ariège, de donner confiance au monde rural. Manifestement, j'étais trop marqué, qu'on le veuille ou non, par cette image de Maire de Montpellier qui me donnait une stature urbaine, et le message n'était pas passé ; je m'y étais donc mal pris. Je voudrais remercier des hommes comme Christian BOURQUIN ou Eric ANDRIEU et le Président RAINAUD, ou André VEZINHET et Marie-Christine BOUSQUET, Michel GAUDY, le Président ALARY, Alain BERTRAND, qui m'ont aidé cette fois-ci à faire passer ce message dans le monde rural. Je mettrai un point d'honneur et d'intelligence à démontrer que, si je ne suis pas parfait – et bien sûr personne ne l'est – et je sais mes défauts, mais si j'ai une certaine reconnaissance comme homme des villes, de l'urbain, je peux faire, dans les 6 ans qui viennent et si, on me le reconnaît, dans les 12 ans qui viennent, aussi bien dans le rural. La défense du rural, c'est global. C'est la viticulture bien sûr, mais aussi l'élevage en zones de montagne et tout ce qui est autour, c'est la défense des services publics dans le monde rural : la Poste, l'accès à la Trésorerie, aux finances, aux impôts. C'est la défense de façon générale des transports dans les zones rurales, du désenclavement. D'ailleurs, nous avons décidé – c'est notre méthode – que pour ce qui concerne les zones rurales nous travaillerons étroitement avec les départements, avec le Président BOURQUIN dans les Pyrénées-Orientales, avec le Président VEZINHET dans l'Hérault, avec le Président RAINAUD dans l'Aude, avec le Président ALARY dans le Gard, avec le Président POURQUIER en Lozère, et j'ai enregistré avec beaucoup de plaisir l'intelligente et fine déclaration qu'il a faite hier à 19 heures sur France 3 ; le message a été reçu 5 sur 5.

Ces contrats nous permettront aussi de faire des économies d'échelle et de rationaliser. La chance que nous avons, c'est que désormais la Région et les Départements vont pouvoir travailler en synergie avec les Communautés de communes, les Communautés rurales, les Communautés urbaines, les Communautés d'agglomération. Il va falloir veiller tout de même à organiser cela, et à ne pas organiser la pagaille. Nous avons donc dit : contrats pour 40 à 50 % du

budget. Cela veut dire que 60 % du budget sera engagé directement par la Région, et à ce moment-là le président, le vice-président, chaque conseiller délégué pourra engager la discussion avec le maire de la plus petite commune et de la plus grande, pourvu que l'intérêt concerné soit d'intérêt régional ou d'intérêt assez vaste pour intéresser la région.

Pour le reste, nous passerons par des contrats entre les Départements et la Région. Il y aura un contrat Région/P.O., un contrat Région/Aude, un contrat Région/Hérault, un contrat Région/Gard, un contrat Région/Lozère. Mais bien entendu – je le dis d'avance – il faudra que le Département organise les demandes de son secteur. La Région ne pourra pas contractualiser avec les Communautés de communes, avec les Communautés d'agglomération, avec les Communautés urbaines, avec les Départements, avec les Pays là où il y a des Pays, et il y a beaucoup de départements où il y en a. Je le dis donc d'emblée pour que ce soit organisé : la Région n'aura qu'un seul interlocuteur, le Département. Et ce sera au Département, pour la partie contractualisée, de présenter les demandes des Communautés de communes, des Communautés urbaines, des Pays et du Département lui-même. Nous nous garderons – c'est l'intérêt de la démocratie – de nous en mêler.

De façon générale, nous ne nous mêlerons pas des débats internes aux diverses institutions. Nous travaillerons avec tous les syndicats, que ce soit la C.G.T. la plus représentative dans la région, F.O., la C.F.D.T., l'UNSA, SUD, le Groupe des Dix, la C.F.T.C., la C.G.C. et d'autres, dans le monde enseignant la F.S.U. la plus représentative, l'UNSA, F.O., SUD, sans jamais dire qui a raison ou tort parce que nous n'entrons pas dans le débat syndical, dans la tradition de la Charte d'Amiens de 1905. Nous travaillerons de la même façon dans le monde paysan, et nous n'aurons pas à régler les débats légitimes qui peuvent avoir lieu entre la F.N.S.E.A. et la Confédération paysanne. C'est pourquoi, si j'ai condamné hier, avant d'être élu, ce qui s'était passé à la SISTERNET, ce n'est pas sur le fond, mais sur la forme. Sur le fond, il est légitime que des jeunes éleveurs qui ont envie de s'établir dans le monde rural essaient de se battre pour obtenir le droit d'exercer un travail et de faire vivre leur famille, alors que souvent des terres sont en totale déshérence, et ce n'est pas 22 siècles après CATON qui dénonçait la désertion des campagnes romaines que nous allons penser différemment de ceux qui disaient qu'il fallait distribuer les terres. Je renvoie à TIBERIUS et CAIUS GRACCHUS, l'histoire est toujours semblable. Ce que nous essaierons de faire, pour éviter d'avoir ce genre de problème de débat entre le souci de vivre et de faire vivre sa famille et les droits légitimes de la propriété, c'est peut-être un office foncier avec la SAFER et les départements pour amener des capitaux, acheter des terres et essayer de donner à des jeunes des contrats de fermage à 30 ans qui leur permettent de s'établir sur une vie. En tout cas, la méthode, elle, était regrettable d'expulser, à l'heure où le Département de l'Hérault était en train d'essayer de résoudre ce problème justement sur des bases proches de celles que je viens d'indiquer ; ce n'était pas utile, je crois, d'envoyer la gendarmerie au petit matin pour faire ce travail. Comme quand on arrêta notre ami José BOVE ; je pense que c'est un véritable innocent. Ce n'est pas comme les innocents institutionnels, dont nous connaissons un certain nombre dans ce pays...

Union Toute, c'est aussi un nouvel élan, une ambition. C'est l'envie de voir notre région retrouver son rang. On ne peut pas continuer éternellement à dire que c'est la

région la plus pauvre, celle où il y a le plus de chômage, le plus de R.M.I., celle où les salaires des hommes sont 25 % inférieurs à la moyenne nationale, et pour ceux des femmes c'est encore pire, celle où 34 % des jeunes de 16 à 24 ans sont au chômage, et qui est au 20ème rang sur les régions les plus mal fournies des 242 régions des 25 pays de la nouvelle Communauté Economique Européenne.

Donc, si nous avons un nouveau rendez-vous avec l'histoire, c'est que le Languedoc-Roussillon doit se lever. C'est la Septimanie qui ressuscite. Pourquoi la Septimanie ? Parce qu'il faut en finir avec ces débats sur le Languedoc et le Roussillon. Ce nom est un nom de bric et de broc, mais nous le garderons parce que je ne pense pas que l'on change les choses en changeant les mots. On change les choses en changeant sur le fond. Quand on est catalan, que l'on a pour drapeau ces 4 bandes rouges qui sont le sang de Joffre le Poilu que Charles le Chauve mit sur la bannière jaune du Comte de Barcelone au IXème siècle, c'est quand même plus beau Catalogne que Roussillon. Et Languedoc ? Languedoc, c'est une erreur. Ce Languedoc est exsangue. Le Grand Languedoc, celui qui est né au XIVème et au XVème siècles avec les Etats, et qui se termina lorsque la Constituante le supprima en 1791, avait 12 départements. Il a eu pour capitale d'abord Toulouse, et puis, à partir de Richelieu, Montpellier, à cause de la révolte du Duc de Montmorency. Ce Languedoc comprenait certes les Fenouillèdes, dans les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault, le Gard, la Lozère, mais il comprenait aussi l'Ardèche, le Haute-Loire, et tout cela faisait la Généralité de Bas-Languedoc dont Montpellier était la capitale. Mais le Languedoc c'était aussi le Tarn-et-Garonne, les deux tiers de la Haute-Garonne, le Tarn, un tiers de l'Ariège. C'était une immense province qui allait d'Auch à Lyon, et dont Tocqueville, dans l'Ancien Régime et la Révolution, voulut bien indiquer que c'était la région la mieux gouvernée de France, celle qui fit en premier les routes modernes, la fameuse route des Etats, de Lyon à Toulouse, par Narbonne, qui créa la première école d'ingénieurs en 1709, que Turgot reprit en 1756 et que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées.

Le Languedoc a fait le premier grand ouvrage de la Révolution industrielle : le Canal royal des Deux Mers, inauguré par l'intendant d'AGUESSEAU à Béziers en 1674, aux Ecluses de Fonseranes.

Le Languedoc était, au XVIIIème siècle, la région la plus riche de France, en livres tournois par habitant, dans le triangle Nîmes/Lodève/Narbonne.

Alors le Languedoc que nous avons, c'est un petit Languedoc. Si nous voulons que cette région existe, il va falloir la faire connaître à Paris ou ailleurs. C'est un vrai creve-cœur. Je suis souvent surpris quand je regarde les actualités météo à la télévision, s'il y a deux ou trois chaînes qui ont la chance d'avoir des journalistes de la région, ce n'est pas le cas de toutes, et il est vrai que les Français ignorent la géographie, et souvent les spécialistes de la météo parisienne nous placent dans le Sud-Ouest avec Toulouse et Bordeaux, mais le Sud-Ouest ce n'est pas le Languedoc. Le Sud-Ouest, c'est Toulouse et c'est Bordeaux. On nous situe parfois dans le Sud-Est, mais nous ne sommes pas au Sud-Est. Le Sud-Est, c'est Marseille et Nice. Nous, nous sommes le Sud. A Beaucaire, à Nîmes, à Lunel, à Montpellier, à Sète, à Béziers, à Narbonne, à Perpignan et tout autour, nous sommes le Sud.

Nous sommes une grande histoire. La Septimanie présente l'avantage d'être le moment où ce mot correspond exactement au Languedoc-Roussillon actuel. Cela permet de gommer les fausses contradictions entre Roussillonnais et Catalans, ou entre Occitans et Languedociens. Occitan et catalan, c'est la même langue, comme le français. Comme disait le grand JAURES, nous sommes les langues latines, lui qui la parlait fort bien, et qui pouvait parler occitan couramment avec les vigneron de Maraussan en 1904 ou avec les mineurs de Carmaux au fond de la mine. Que ce soit le roumain, l'italien, le corse, le catalan, l'occitan, le portugais, et, un peu plus loin, parce que mélangés, d'un côté de langue ibère et de l'autre côté de langue allemande, l'espagnol et le français, ce sont toutes des langues latines. Vouloir se battre pour les frontières a peu d'importance. Selon l'endroit où vous vous placez, au début de l'époque romaine, cette région était rattachée à Aix-en-Provence, et vous retrouvez l'Arc méditerranéen cher à la DATAR. A la fin de l'Empire romain, il y avait la Septimanie, quel que soit le nom dont vous cherchiez l'étymologie : soit septième, la 7ème Légion de Rome en garnison à Narbonne soit – autre version, probablement la meilleure – les 7 villes de Septimanie : Elne, Agde, Narbonne, Lodève, Béziers (car à l'époque Montpellier n'existait pas), Nîmes et Maguelone.

Cette Septimanie a existé. Après Clovis, elle a été rattachée au Royaume wisigoth d'Espagne. Et que nous soyons de Barcelone, de Perpignan ou de Montpellier, nous avons été rattachés pendant plusieurs siècles à Séville et à Tolède, et en ceci nous sommes frères pas que des Catalans, mais des Espagnols.

Ensuite, nous avons été le Marquisat de Gothy, sous les Carolingiens, avec les Goths, les Allemands, car n'oubliez pas que Joffre le Poilu qui fonda la Catalogne était un allemand. C'était le cousin germain de Karl der Grosse, qu'en France on appelle Charlemagne.

Sous les Carolingiens, la Catalogne était française puisque Barcelone était rattachée à l'empire de Charlemagne, à Aix-la-Chapelle, à Rome, et que c'est Guilhem, le Guilhem de Montpellier, l'ami de Benoît d'Aniane, celui de Saint-Guilhem, Comte de la Marche de Toulouse, qui a libéré Barcelone en 803, des Maures et les a repoussés sur l'Ebre. C'est ainsi que pendant deux siècles Barcelone était rattachée à Paris.

Ensuite, il y a eu la féodalité. Barcelone a pris son élan individuel, Montpellier aussi avec les Guilhem. Le Comté de Toulouse a succédé à l'Empire carolingien. Et donc il y a eu ici une entité divisée en trois :

- Montpellier
- Barcelone
- Toulouse.

Si vous continuez l'histoire, Montpellier a été rattachée à Barcelone en 1200 pendant un siècle et demi, et une grande partie de notre région était catalane et j'en suis fier. Ensuite, il y a eu un retour d'une partie de la Catalogne, à la France, lors du Traité des Pyrénées, et la Catalogne Nord, les Pyrénées-Orientales, depuis la Révolution française, sont rattachées à la France.

Alors je crois que nous pouvons très bien, en gardant les limites actuelles et sans tomber dans l'espèce de folie des ETARRA, de l'autre côté des Pyrénées, travailler sans état d'âme avec Saragosse et l'Aragon, avec Barcelone et la Catalogne, avec Toulouse et Midi-Pyrénées, avec Montpellier et le Languedoc-Roussillon actuel, avec Perpignan, Narbonne, Nîmes et Carcassonne.

Au moyen âge, nous avons été les héritiers d'une immense civilisation, la civilisation qui a vu le jour à Albi avec les Albigeois, les Cathares. Ensuite, la civilisation, au XIIIème siècle, était ici, elle était à Toulouse, à Carcassonne, à Foix. On parle des Cathares, certes, mais il faut aussi parler des Troubadours et des cours d'amour. Nous avons été, aux XIIème et XIIIème siècles, au centre de la civilisation européenne, sans attendre les suffragettes anglaises du XIXème pour l'émancipation de la femme. Les gens d'ici avaient déjà chanté avec les Troubadours l'égalité de l'homme et de la femme, en avance de plusieurs siècles sur l'évolution de l'Europe. Tout ceci, certes, fut enfoui, brisé par la Croisade. Il n'en reste pas moins que nous avons su, ensuite, être Français. Entre temps, Montpellier avait été vendue par les Catalans à Philippe VI de Valois et retrouvé sa place dans la France. Entre temps, nous avons choisi la France. N'oubliez pas que, pendant la Guerre de Cent Ans, quand les Bourguignons au nord, alliés aux Anglais, essaient de nous rattacher au Royaume d'Angleterre, les gens qui ont fait la France, ce sont les gens du sud ; le parti du sud, le parti du roi s'appelait les Armagnacs. Le parti anglais, c'était le nord : les Bourguignons.

C'est nous qui avons fait la France, ce sont nos juristes qui ont fait les institutions modernes. D'où viennent le Parlement, la Cour des Comptes, le Conseil d'Etat ? De juristes de droit romain d'Aix-en-Provence, de Toulouse, mais surtout de Montpellier avec Pierre FLOTTE, Guillaume de NOGARET, avec le concours d'Urbain V et des papes d'Avignon. Ce sont eux qui ont fait la France au début du XIVème siècle.

Ensuite, ce sont les gens d'ici qui ont fait le droit français, de Guillaume de NOGARET à CAMBACERES, fils d'un maire de Montpellier, qui a fait le Code Civil en 1804, à travers d'AGUESSEAU, fils de l'Intendant qui avait fait le Canal royal des Deux Mers. Ce sont des juristes de Nîmes, de Montpellier, qui ont fait l'unification du droit français du XIIIème siècle jusqu'au XIXème.

Sous la Révolution française, sous les Croisades, nous avons donné à la France, les médecins. Cette région est l'héritière des médecins chrétiens, juifs et musulmans, de Tolède, de Cordoue et de Grenade. Nous sommes, dans cette région, à travers la Faculté de Montpellier, les héritiers de la médecine de l'Antiquité, celle de Sumer, celle d'Egypte, de Grèce, des Omeyyades de Damas. Celui qui a fait notre maternité ici, la maternité régionale, Arnaud de VILLENEUVE, était un Catalan de Barcelone qui avait fait ses études à Valencia, libérée par Guilhem de Montpellier, qui apprit la médecine de médecins juifs et arabes à Valence, et fit les statuts de médecine de Montpellier. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous sommes encore en pointe avec l'agronomie, que les Montpelliérains créèrent au XVIème siècle avec le premier jardin botanique de France en 1594. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous sommes devenus la 4ème région de recherche avec les universités de Montpellier, de Perpignan, demain j'espère indépendantes de Nîmes, l'Ecole des Mines d'Alès et le C.E.A. de Bagnols et du Gard rhodanien. Nous sommes héritiers de la tradition de la culture et

du savoir de la Méditerranée. La dernière seigneuresse de Montpellier était nièce de l'Empereur de Byzance. Nous avons reçu, ici, le dernier roi d'Arménie. Nos médecins ont fondé les hôpitaux de Damas, de Bagdad, de Beyrouth, de Jérusalem, de Rome, et cette tradition nous pouvons la reprendre.

Ensuite, sous l'Ancien Régime, à la veille de la Révolution, cette région était tellement riche alors que les rangs de l'Hôtel de Ville de Paris étaient ruinés, que lors de l'expédition de LA FAYETTE et de ROCHAMBEAU pour soutenir WASHINGTON pendant la Guerre d'Indépendance Américaine, ce sont les gens du Languedoc qui ont financé le corps expéditionnaire français envoyé par Louis XVI aux Etats-Unis, et ce sont eux qui ont garanti les emprunts. Il existe encore aux Archives Départementales et Régionales de Montpellier, la liste des gens de la région qui ont aidé à l'indépendance de l'Amérique à la fin du XVIIIème siècle, grâce à la richesse du textile, du développement économique, du Canal royal des Deux Mers, grâce à l'exportation du blé et du maïs.

Cette région a toujours été grande. A la Révolution, si nous n'avons pas fourni des maréchaux, mais des médecins à nouveau, nous avons fourni les trois hommes qui ont gouverné la France réellement sous la Révolution et l'Empire :

- CAMBON aux finances, Languedocien,
- CAMBACERES, je l'ai déjà nommé, juriste et véritable Premier ministre de Napoléon pendant les campagnes,
- CHAPTAL à l'industrie qui a été le premier ministre de l'industrie en France, en 1811, c'était un Lozérien, professeur de médecine à Montpellier.

Quand je lis sous la plume d'Eric ZEMMOUR, mon ami, bien que journaliste au *Figaro*, que : « cette région qui n'a pas d'unité et qui n'a pas d'histoire... », je voudrais lui dire que nous allons apprendre l'histoire de notre région Languedoc-Roussillon et de la Septimanie aux Français. Nous allons les en rendre fiers, parce qu'on ne peut rien faire si on n'est pas fier. La politique, j'aime à le dire, ce n'est pas de la gestion. La politique, c'est une poésie, c'est un envoûtement. Il faut être fier de ce que l'on est, de là où on vient, pour aller loin devant. Il n'y a pas de contradiction entre la tradition et la modernité, c'est la même chose. Il faut vouloir être grand par l'esprit, pas par les armes, par le rayonnement intellectuel, par le rayonnement de nos agriculteurs et de nos viticulteurs, de nos savants, de nos chefs d'entreprise, de nos chercheurs, par le développement des exportations. Il faut redonner à cette région une grandeur.

Nous essaierons de faire rapidement, sous la conduite d'un historien, une histoire de la Septimanie, qui racontera dans le détail l'histoire de la Septimanie romaine, et qui redira les vérités parce que, à Alésia, nous n'étions pas avec Vercingétorix. Que nos amis auvergnats ne nous en veuillent pas. Nous étions, dans l'armée de César à Alésia et à Gergovie. Le siège était à Arles. La première cité romaine qui a eu la citoyenneté romaine hors de Rome, c'est Narbonne. La force de cette région, c'est sa romanité ; les splendeurs de Nîmes sont très connues, les splendeurs de Narbonne sont infiniment moins connues, tels que le Musée lapidaire, le Clos La Lombarde et la Narbonne romaine avec la Mairie et le Département de l'Aude, sont à faire connaître et à magnifier. Sur la Septimanie et l'histoire de la région sous les Carolingiens, nous

ferons un livre pour la faire connaître. Nous ferons de cette ouvrage, une bande dessinée, puisque nous donnerons les livres gratuits dans les lycées, pour que les professeurs d'histoire qui en auront envie enseignent l'histoire de notre région, à côté de l'enseignement de l'occitan et du catalan que nous souhaitons développer dans les collèges si les départements le souhaitent et surtout dans les lycées. J'espère que le gouvernement se décidera à le faire dans l'université ; je reste confondu que l'on diminue le nombre de postes du CAPES en occitan. L'occitan, c'est une langue de civilisations extraordinaires. Il y a des chaires d'occitan en Suisse, en Allemagne, en Norvège. Il n'y a qu'en France où l'on a l'air d'avoir honte de cette civilisation, alors qu'elle a été la grande civilisation de l'Europe pendant trois siècles, du XIIème au XIVème. Je crois donc qu'il faut faire connaître tout cela. Il faut que les jeunes sachent qu'ils viennent d'une grande tradition et que nous sommes un carrefour de civilisations.

Nous sommes Français plus que qui que ce soit, car depuis les Armagnacs nous avons fait ce choix. Mais nous avons des liens avec l'Orient, avec le Proche-Orient, avec Byzance, des liens avec l'Espagne de toujours, des liens avec la Catalogne et les Catalans qui sont nos frères, qu'ils soient à Perpignan ou qu'ils soient à Barcelone, des liens avec Toulouse parce que Toulouse et Montpellier ont été la même province pendant 5 siècles. Nous n'aurons donc pas de mal à nous ouvrir. C'est je crois surtout sur cela que nous aurons à réfléchir. C'est sur cela que je veux conclure. Ce n'est pas sur le détail. Le détail du programme, je l'ai donné dans ma déclaration d'intention, nous l'avons publié.

Je voudrais quand même, avant de terminer, faire une mise en garde sur ce que nous ferons. On va dire que je n'ai pas changé. J'aime le parti socialiste, c'est un parti normal, il a sa part de gens bien et sa part de zozos... Il y a trois jours, j'ai lu que nous allions ériger les 20 régions en contre-pouvoir. D'abord, c'est une imbécillité institutionnelle et politique. C'est une imbécillité institutionnelle parce que, bien que je sois très favorable aux régions, je reste un jacobin décentralisateur. Si nous ne restons pas jacobins, ce pays se défera. J'ai deux expériences dans l'histoire, l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. En U.R.S.S., on a laissé les nationalités ; dès qu'il n'y a plus eu la férule d'un Staline et du K.G.B., tout a éclaté, il n'en reste plus rien. Pour ce qui concerne la Yougoslavie, je me souviens y être allé construire des routes quand j'avais 20 ans, sous TITO, y voir des gens qui jouaient au football ensemble, qui s'aimaient, qui jouaient de la guitare le soir, et personne ne savait s'ils étaient serbes, orthodoxes, bosniaques musulmans ou croates catholiques. On a commencé à mettre en avant tout ceci, et le résultat c'est que, comme TITO ne connaissait pas la laïcité, ses frères se sont égorgés, violés, massacrés, et que la Yougoslavie a disparu.

La France n'est pas une ethnie. Elle est un mélange de Gaulois, de Celtes dont les derniers à l'état pur sont les Bretons, les Galiciens, les Irlandais. Nous sommes un mélange de Romains, et nous particulièrement. Il y a au moins ici autant de Celtes que de Romains dans cette région, avec une bonne dose d'Allemands, les Vandales, les Ostrogoths, les Wisigoths, Clovis était allemand, son grand-père avait été élu roi à Hambourg, et Clovis a été élu roi en Belgique, à Tournai, d'Allemands, et puis de Normands car les Normands ce sont des Suédois et des Danois, qui ont ensuite conquis l'Angleterre. Nous sommes un mélange de Maures ; nous avons été occupés

ici, un siècle, par les Arabes qui y sont restés, et les Arabes sont revenus avec les Catalans aux XIème et XIIème siècles ; les Arabes étaient présents à Montpellier il y a 1 000 ans, à la constitution de la ville, ils ont toujours été là, et il n'y a pas de problèmes pour s'entendre. Il y a aussi des Mongols, car les Hongrois, les Finlandais et les Basques sont des Turco-Mongols.

Ce qui fait l'unité de la France, c'est le droit et l'idéal. Ce qui fait l'unité de la France, ce n'est pas une ethnie par le sang, ce n'est pas le droit du sang, c'est le droit du sol. La France, c'est ce qu'ont unifié les rois, les républiques et les empires.

La France, c'est l'idéal de 1789, c'est l'idéal de *la Marseillaise*, de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. C'est cela qui a fait notre grandeur dans le monde. Ce ne sont pas nos divisions, ce ne sont pas les poussières de l'Empire qui ajouteront quoi que ce soit à la France. Ce qui fait la grandeur de la France, c'est la Révolution française, c'est Victor HUGO.

La grandeur de la France, c'est la fin du XIXème siècle, la IIIème République, avec Jules SIMON, GREVY, GAMBETTA, CLEMENCEAU, ceux qui ont fait les communes, ceux qui ont fait l'école de la République, l'école laïque de la République où tout le monde est pareil, sans aucune distinction, où l'on ne porte pas de voile, de kippa, où on ne se balade pas avec sa croix sur le dos, où tout le monde est pareil. C'est un bel idéal. Comme disait DEMOCRITE, « tous les hommes sont égaux sous le soleil. » Comme disait CONFUCIUS, « tous les hommes sont égaux entre les quatre mers. » Comme disait l'article 1er de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, « tous les hommes naissent libres et égaux en droit ». C'est cela la grandeur de la France. C'est ce qui nous unit avec des Alsaciens de tradition allemande, avec les celtiques de tradition Bataves, avec des Bretons, Celtes, avec des Parisiens mélangés, avec des Basques qui viennent de la lointaine Mongolie car les Gascons ce sont aussi les Vascons, ce sont les Basques.

Peu importe, d'où qu'on vienne, ici, en Languedoc-Roussillon, être de Septimanie, cela ne veut pas dire y avoir des ancêtres, cela veut dire y être et l'aimer. Ceux qui n'aiment pas la région et qui n'aiment pas la République n'ont rien à faire dans notre pays. Ceux qui aiment la République, quelles que soient leur religion, leur couleur, leur fortune, sont des frères et sont les bienvenus ici. Nous sommes un lieu de rassemblement, un lieu de chaleur et d'amour. La vie politique, c'est aussi de l'amour, l'amour des autres. Le Président sortant a dit : « j'aime cette région ». C'est une phrase noble, il a eu raison de le dire. Ce qui m'a uni à l'ancien Maire de Montpellier, et je lui ai rendu hommage l'autre jour, François DELMAS, et nous n'avons guère plus en commun, c'est que nous aimions tous les deux la ville de Montpellier, passionnément, lui pour y être né par un mariage de raison et d'amour, moi pour y être venu et y avoir fait un mariage d'amour et un mariage d'amour avec la ville. C'est cela qui est important. Si je n'ai avec le Président sortant qu'un seul point commun, c'est celui-là. Je ne lui dénie pas cet amour de la région, nous l'aimons peut-être différemment, mais je sais qu'il l'aime, et moi aussi. J'essaierai de le montrer aux habitantes et aux habitants de cette région.

La liste Union Toute, je l'ai dit, c'est une passion, c'est une volonté, c'est la réalisation d'un programme. Nous ne serons pas un contre-pouvoir de l'Etat, pour une raison

très simple : c'est que nos ressources relèvent de l'Etat pour les deux tiers, et nous serons obligés de travailler avec le Préfet de Région et avec le gouvernement RAFFARIN 3 ; que cela nous plaise ou pas, c'est la République et c'est la démocratie. Gardons-nous de déclarations lapidaires et maladroites. Si le Président de la République est revenu en arrière hier sur beaucoup de points, les chômeurs, les chercheurs, etc, c'est parce qu'il a reçu un coup de semonce massif aux élections du suffrage universel. Il reste trois ans devant nous. Nous n'avons pas, ici, à régler la politique de la France. Il faut simplement que les habitants de la région sachent que nous n'allons pas nous substituer à l'Etat. Nous n'en avons ni l'envie et surtout pas les moyens. Ceux qui ne sont pas d'accord avec ce qui s'est passé hier ou avec ce qui se passera demain auront l'occasion de l'exprimer aux législatives et aux présidentielles de 2007. C'est cela l'échéance définitive. Le coup de semonce de dimanche dernier – et qu'on me pardonne ce mauvais jeu de mots, ce n'est d'ailleurs pas un jeu de mots, et ne m'en veuillez pas – c'est un coup à blanc, c'est-à-dire que c'est un coup de semonce à blanc. Le coup décisif, la canonnade et la caronade décisive, c'est le printemps 2007 avec les élections législatives.

En attendant, nous essaierons, avec nos moyens, de faire le maximum. Nos moyens relèvent de l'Etat pour les deux tiers. Par exemple, actuellement, nous avons 500 personnes à peu près dans le personnel de la région, mais si on nous donne les 3 000 personnels ATOS – et je tiens à préciser que notre liste est contre et que nous sommes solidaires de ceux qui ont défilé hier –, si c'est maintenu et que la loi nous oblige à les prendre, nous serons obligés de les prendre. Il y en a 3 000. Nous allons passer en peu de temps de 500 à 3 500, sans être sûrs que l'on nous donne vraiment les moyens financiers de payer tout cela en totalité, même si on nous en donne une part. La situation est donc très difficile. A la page 3 du *Canard Enchaîné*, il y a un article intéressant que je vous demande de lire et qui est mon article de chevet, intitulé : « Les mauvais coups que le Président prépare aux Présidents de Gauche ». Dans cet article, il est dit qu'il se pourrait que l'on fasse beaucoup d'économies pour redresser le déficit de la France à Bruxelles sur les contrats de plans, sur les gros dossiers et sur les grands domaines financiers. Je ne sais pas ce que fera l'Etat. Il s'est déjà désengagé sur le financement des tramways dans les grandes villes. Est-ce qu'il n'y a pas d'autres aventures de cet ordre qui nous attendent ? Je ne veux pas être un pessimiste professionnel. J'espère que non. Mais en tout cas, ce que je vous demande à tous de bien considérer, c'est qu'après le temps de la victoire il y a le temps de la sagesse. A l'heure actuelle, il faut être sage.

Nous allons profiter de ces trois mois de discussions pour mettre tout à plat. Il y a un certain nombre d'organismes peut-être dont les fonctions ne disparaîtront pas, mais qui seront réorganisés différemment. Plutôt que d'avoir des associations qui travaillent à la place de la Région, je préfère que tout cela soit intégré dans le fonctionnement de l'institution régionale, que ce soit le tourisme, l'exportation, l'environnement, la culture et quantité d'autres secteurs. Nous verrons cela calmement avec les intéressés, et personne n'a de souci à se faire.

Je voudrais aussi rassurer le personnel du Conseil Régional. J'ai déjà connu cela à la mairie. Quand j'y suis arrivé, on m'avait expliqué que j'étais le bolchevique qui allait égorger tout le monde. Quand je suis parti de la mairie avant-hier, tous les responsables des syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., m'ont embrassé. J'avais

quasiment l'air d'un patron paternaliste. Cela ne s'est donc pas si mal passé que cela. Nous respecterons strictement le statut de la Fonction Publique. Tout se fera dans le cadre de la légalité. Les hommes et les femmes qui vont être mis en place à divers postes de responsabilités sont tous d'ardents défenseurs du statut de la Fonction Publique, et ils l'ont assumé toute leur vie.

Voilà ce sur quoi je veux terminer, sur trois phrases :

- C'est le Languedoc-Roussillon qui se lève.
- C'est la Septimanie qui ressuscite.
- Gens du Sud, debout !

(Applaudissements des conseillers régionaux de la liste Union Toute)

Audition de LA MARSEILLAISE

(Tous les conseillers régionaux se lèvent pour écouter l'hymne national)

\*\*\*\*\*

Je nomme M. Claude COUGNENC, administrateur hors classe, 7<sup>ème</sup> échelon, hors échelle B, chevron 3, ancienneté au 24 juillet 2003, indice majoré 1057, à compter du 2 avril 2004, à cette heure (11 h 05), Directeur Général de l'Administration Régionale.

M. Francis BETACHET, administrateur hors classe, 7<sup>ème</sup> échelon, hors échelle B, 1er chevron 3,

M. Christian FINA, ingénieur en Chef, classe exceptionnelle, 5<sup>ème</sup> échelon,

M. Alain COTTET, ancien Directeur du développement économique de la ville d'Albi, ancien directeur du développement économique de la Région Franche-Comté, ancien directeur du développement de l'Agglomération de Montpellier.

M. Thierry CAMUZAT, ancien directeur du Conseil en gestion de la ville de Montpellier,

Sont recrutés au sein de l'Administration Régionale, afin d'occuper des postes de Directeurs Généraux Adjoints.

M. Christian ASSAF sera ultérieurement nommé Directeur de Cabinet, M. Alban ZANCHIELLO, Chef de Cabinet, M. Sylvain JAMBON, Directeur de la communication.

\*\*\*\*\*

L'administration ayant pris place à mes côtés, il convient de fixer le nombre des vice-présidents et des autres membres de la Commission Permanente. Je vous

propose que la Commission Permanente soit composée de 27 membres, dont 15 vice-présidents. Ce qui donnerait, à la proportionnelle :

- 18 membres pour la liste Union Toute
- 6 membres pour la liste Union pour le Languedoc-Roussillon UMP
- 3 membres pour la liste Front National pour le Languedoc-Roussillon.

Nous allons d'abord procéder au vote à main levée sur cette proposition d'une Commission Permanente de 27 membres avec 15 vice-présidents.

Quels sont ceux qui sont favorables à cette proposition ? La liste Union Toute + la liste Front National, soit 51 voix pour.

Quels sont ceux qui s'abstiennent ? La liste Union pour le Languedoc-Roussillon UMP, soit 16 voix.

Qui refuse de prendre part au vote ? Personne.

La proposition est adoptée.

Maintenant, il va y avoir une heure de suspension de séance pendant laquelle vous allez pouvoir déposer les candidatures pour les 15 postes de vice-présidents, ainsi que pour les 12 autres membres de la Commission Permanente.

La séance est suspendue à 11 h 10. Elle reprendra à 12 h 10.

**(Suspension de séance à 11 h 10)**

**(Reprise de séance à 12 h 15)**

**M. LE PRESIDENT.**- Si vous le voulez bien, nous reprenons la liste des membres de la Commission Permanente. Je souhaite que l'on me donne les listes.

**M. BLANC.**- Nous l'avons donnée.

**M. LE PRESIDENT.**- On est en train de taper les listes. Je vais ajouter les noms de vos listes dans l'ordre. S'il y a une erreur, vous me le direz.

J'ajoute pour le groupe UMP...

**M. BLANC.**- Ce n'est pas UMP, c'est Union pour le Languedoc-Roussillon.

**M. LE PRESIDENT.**- Pour le groupe ULR, j'ajoute :

- Jacques BLANC
- Marie-Thérèse BRUGUIERE
- Isabelle CHESA
- Richard FLANDIN
- Stéphane ROSSIGNOL
- Roger TORREILLES

Pour le groupe Front National, j'ajoute :

- Alain JAMET
- Evelyne RUTY
- Jean-Claude MARTINEZ.

La Commission Permanente comprendrait :

- les 15 vice-présidents, avec dans l'ordre :

- 1) BOURQUIN Christian
- 2) GAYSSOT Jean-Claude
- 3) PIETRASANTA Yves
- 4) ALARY Damien
- 5) ANDRIEU Eric
- 6) ARDITI Maryse
- 7) BERTRAND Alain
- 8) BORE Jean-Paul
- 9) COLLERAIS Josianne
- 10) GARINO Henri
- 11) GIACOMETTI Corinne

- 12) GIORDANO Jean-Baptiste
- 13) LEDAIN Anne-Yvonne
- 14) LEVITA Max
- 15) NAVARRO Robert.

• et les 12 autres membres de la Commission Permanente :

- RIVEL Tamara
- MEUNIER-POLGE Marie
- CRESTA Jacques
- BLANC Jacques
- BRUGUIERE Marie-Thérèse
- CHESA Isabelle
- FLANDIN Richard
- ROSSIGNOL Stéphan
- TORREILLES Roger
- JAMET Alain
- RUTY Evelyne
- MARTINEZ Jean-Claude.

Soit 27 membres, comme décidé.

Si vous êtes d'accord, je vais vous proposer de voter cette liste à main levée.

Sur cette liste de 27 membres de la Commission Permanente, à la proportionnelle, selon les termes de la loi, qui est pour ? Unanimité.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Il y a unanimité. Les vice-présidents et les autres membres de la Commission Permanente sont ainsi désignés.

La loi est un peu floue, nous pouvons faire un vote secret pour les 15 vice-présidents ; ce qui va nous amener à 3 heures de l'après-midi, parce qu'il faut quand même voter. Ou bien nous les votons l'un après l'autre à main levée. Si vous êtes d'accord, nous votons à main levée. Si vous voulez faire un recours, nous passons au vote à bulletins secrets. Etes-vous d'accord sur ce mode de scrutin à main levée ?

**M. BLANC.**- Nous sommes d'accord.

**M. JAMET.**- Nous aussi, nous sommes d'accord.

**M. LE PRESIDENT.**- Alors je vais faire voter à main levée sur la désignation des présidents, les uns après les autres.

Pour M. Christian BOURQUIN, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Christian BOURQUIN est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Jean-Claude GAYSSOT, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Jean-Claude GAYSSOT est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Yves PIETRASANTA, qui est pour ? Liste Union Toute + M. MARTINEZ : 41 voix  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN à l'exception de M. MARTINEZ : 23 voix.  
M. Yves PIETRASANTA est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Damien ALARY, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Damien ALARY est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Eric ANDRIEU, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Eric ANDRIEU est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour Mme Maryse ARDITI, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
Mme Maryse ARDITI est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Alain BERTRAND, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Alain BERTRAND est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Jean-Paul BORE, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Jean-Paul BORE est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour Mme Josianne COLLERAIS, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
Mme Josianne COLLERAIS est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Henri GARINO, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Henri GARINO est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour Mme Corinne GIACOMETTI, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
Mme Corinne GIACOMETTI est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Jean-Baptiste GIORDANO, qui est pour ? Liste Union Toute : 40 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN + Mme COMPS, MM. LENTHERIC et PASTOR : 27 voix.  
M. Jean-Baptiste GIORDANO est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour Mme Anne-Yvonne LE DAIN, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
Mme Anne-Yvonne LE DAIN est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Max LEVITA, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Max LEVITA est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Pour M. Robert NAVARRO, qui est pour ? Liste Union Toute : 43 voix.  
Qui est contre ? Personne.  
Qui s'abstient ? Groupe ULR + Groupe FN : 24 voix.  
M. Robert NAVARRO est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Je vous remercie. La séance est levée.

(Applaudissements des conseillers régionaux de la liste Union Toute)

(La séance est levée à 12 h 30)

Le Président ,

Georges FRECHE